Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Discours de Mme Frédérique VIDAL
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

Mardi 4 décembre 2018
Remise du rapport de la Mission d'étude en France sur la recherche et l'enseignement des génocides et des crimes de masse
Collège de France

Monsieur le Ministre, cher Jean-Michel,

Mme la Sous-Directrice générale de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, chère Nada Al- Nashiv,

Monsieur le Président de la fondation pour la Mémoire de la Shoah, cher David de Rothschild,

Mesdames et messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les professeurs et enseignants,

Chers collègues,

Chers amis,

Les Otages de Jean Fautrier ; *Adam* de Barnett Newman ; *31 décembre 1948* de Frank Lobdell : ces trois œuvres traduisent un même questionnement : comment peindre après cela ? **Figurer l'infigurable, écrire l'innommable, penser l'inconcevable : c'est la gageure que doivent affronter les les artistes et les intellectuels après l'horreur de la Shoah**.

La science a-t-elle encore son mot à dire quand la technique, le progrès et la rationalité, ont été mises au service de l'extermination programmée, industrialisée, de tout un peuple, balayant des siècles d'humanisme ? Quand bien même sa parole serait légitime, **la science est-elle capable de connaître ce qui indigne les consciences, révulse les esprits, échappe à la raison et au sens ?**

Oui, je suis convaincue qu'elle le peut, je suis convaincue qu'elle le doit, et le rapport qui nous est remis aujourd'hui renforce encore cette conviction.

Cette conviction, avant d'être celle d'une ministre du gouvernement, est celle d'une scientifique, d'une démocrate, d'une humaniste. **Elle n'a qu'un parti : celui de l'humanité**, une et multiple, une humanité qui puise son universalité dans le dialogue des différences, une humanité qui se renie tout entière dès lors qu'un seul de ses membres se voit dénié le statut d'homme.

Ce sont ces valeurs qui animaient Najat Vallaud-Belkacem lors qu'elle a lancé cette mission. Nous sommes là aujourd'hui avec Jean-Michel Blanquer pour reprendre le fil de cette ambition et accompagner l'engagement de la recherche sur un sujet sensible, qui met à vif les mémoires, la morale, la justice, la politique. **Autant de raisons, autant de passions, qui nous imposent, à tous, un devoir de connaissance.** Si cette mission d'étude porte sur la recherche **et** l'enseignement, c'est parce que la transmission est la clé de l'ambition que la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* s'est donnée il y a 70 ans : *« libérer l'humanité d'un fléau odieux »*.

« Plus jamais ça » avait-on dit après la Shoah. L'histoire a prouvé que condamner, moralement ou pénalement, est évidemment nécessaire, mais insuffisant pour éradiquer les violences extrêmes. Si les génocides et les crimes de masse restent des objets juridiques, éthiques et mémoriels, **ils doivent aussi se constituer en objet de savoir**, quand bien même cette entreprise scientifique peut sembler contre-nature.

La raison répugne à s'emparer de ce qui dépasse l'entendement, de ce qui lui est profondément étranger, car même si comprendre n'est jamais excuser, même si la démarche scientifique met à distance son objet, cela l'oblige malgré tout à côtoyer le monstrueux et à présupposer qu'on peut apprendre de l'horreur.

Comme l'a si bien écrit Jean Giraudoux, *« l'humanité est une entreprise surhumaine »*. **Dépasser la sidération, dépasser le rejet, pour se confronter à cette possibilité anthropologique insoutenable d'une humanité qui en vient à se nier elle-même, c'est toute la noblesse de la**

recherche, c'est toute la dignité de notre espèce. C'est aussi la responsabilité des sociétés de se regarder en face quand il serait tellement plus confortable de détourner les yeux.

Et l'on connaît le prix de cette lâcheté et de cet aveu d'impuissance : une histoire qui se répète, un passé qui brûle le présent, des nations qui marchent vers l'avenir à reculons. La mission qui nous rassemble aujourd'hui a été annoncée par Najat Vallaud Belkacem à l'occasion du centenaire du génocide des arméniens, que la Turquie se refuse toujours à admettre : c'est bien plus qu'un symbole. C'est une façon de rappeler **qu'on ne peut ni faire taire le passé, ni lui faire dire ce que l'on veut quand la science est là pour porter un discours de vérité**, indépendant, lucide et transparent, y compris sur ses propres limites.

Entre oubli, déni, réécriture, distorsion, conflit des mémoires, le passé, tant qu'il n'est pas scientifiquement exploré et reconstruit, est une brèche dans laquelle s'engouffrent toutes les idéologies qui visent à déstabiliser

nos démocraties et à fracturer nos sociétés. Prendre le contrôle du passé, c'est téléguider l'avenir. Si les nationalismes et les populismes se nourrissent de négationnisme et de révisionnisme, c'est parce qu'ils savent **la force de l'Histoire, son pouvoir fédérateur et émancipateur** : ils tentent donc de lui opposer un contre-récit, qui va puiser dans les peurs, les préjugés et les passions tristes des peuples la vigueur dont il se prive en se coupant de la vérité.

Impossible et pourtant vitale : voilà comment l'on peut qualifier la recherche sur les génocides et les crimes de masse. C'est dans ce contexte particulièrement exigeant qu'a travaillé la mission présidée par Vincent Duclert. Je voudrais vous féliciter, cher Vincent, ainsi que toute l'équipe que vous avez réunie, pour la qualité de votre rapport. Il reflète l'excellence telle que je la conçois : **ambitieuse, plurielle, collective, et par-dessous tout, féconde**.

En cartographiant la recherche sur les génocides et les crimes de masse, la mission a fait émerger un territoire scientifique identifiable, visible, cohérent. Son rapport est en quelque sorte **l'acte de baptême d'un nouveau domaine de recherche** qui fédère sous une même bannière tous les travaux d'excellence menés au sein de laboratoires distincts. Cette diversité est une richesse, qui reflète les multiples facettes des crimes de masse et les différentes prises que la science peut avoir sur cet objet complexe : il ne s'agit donc pas de s'en priver, mais de la faire vivre en favorisant les interactions entre les équipes et les institutions.

En plus de donner à ce champ de recherche une identité propre, la mission a aussi contribué à lui fixer **un cap, un horizon scientifique** : **articuler le particulier et l'universel d'une part, la science et la société d'autre part.**

En effet, approfondir les études de cas est essentiel, notamment pour **établir l'exactitude des faits et satisfaire**

à l'exigence de vérité, dont les victimes et les sociétés ont tant besoin pour trouver le chemin de la résilience. Au-delà, la mission ouvre la voie à un dialogue entre les différentes occurrences de la violence extrême. Comparer, ce n'est pas réduire les différences, ce n'est pas mettre tous les crimes sur le même plan, ni remettre en cause la singularité de chaque génocide. **Exploiter leurs résonnances, c'est se donner la chance au contraire de mieux connaître chacun de ces objets, de les rendre encore plus incomparables** parce qu'on aura pu en dévoiler de nouveaux traits en les regardant à travers un autre prisme.

Mais, par ailleurs, les confronter, **c'est aussi s'autoriser à accéder à la mécanique-même de la logique génocidaire pour en comprendre les rouages**. Cette approche fondamentale qui dépasse les typologies pour tenter d'expliquer l'engrenage des violences de masse est essentielle **pour espérer en sortir**, c'est-à-dire permettre aux nations qui ont vécu l'horreur de se reconstruire en gérant la réconciliation et le ressentiment, et de manière

encore plus ambitieuse, empêcher que ces phénomènes n'émergent ailleurs. Comprendre la logique mortifère des crimes de masse amène aussi à décrypter celle de la résistance, des victimes comme des justes, **car c'est cela aussi travailler sur les génocides, balayer l'humanité d'un extrême à l'autre, passer de l'ombre à la lumière, mesurer sa force de destruction autant que son désir de vie**.

De telles ambitions, qui touchent à l'ontologie, ne peuvent reposer uniquement sur les épaules de la science. Les atteindre nécessite de mobiliser tous les savoirs, bien au-delà des sciences historiques, bien-au-delà de la sphère académique et bien au-delà aussi de nos frontières géographiques. Et c'est en effet une approche de la connaissance très ouverte qu'a adopté la mission. Elle a non seulement réuni des chercheurs issus de toutes les disciplines des sciences humaines et sociales, français ou étrangers, mais également des professeurs du second degré, des documentalistes et elle a associé à son travail tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, se sont emparés de ce

sujet difficile, conservateurs du patrimoine, archivistes, personnels des musées, associations, artistes.

Car l'étude des génocides et les crimes de masse est un terrain sensible que la science et la société doivent arpenter main dans la main ; les recherches de l'une doivent se nourrir des savoirs de l'autre et les irriguer en retour. L'enseignement est bien sûr la voie privilégiée de ce transfert de connaissances : or, ce que je m'emploie à faire depuis un an et demi, c'est à connecter de manière toujours plus étroite la recherche et la formation, en encourageant les universités à ouvrir leurs laboratoires aux étudiants de premier cycle, en permettant aux établissements d'enseignement supérieur et aux organismes de coopérer dans le cadre qui servira le mieux leur stratégie scientifique.

Ce dialogue constant entre la recherche et la formation ne bénéficie pas seulement à nos étudiants et à leur esprit critique. Il rejaillit aussi sur les élèves de collège et de lycée, qu'il est important d'initier peu à peu à la

connaissance des génocides et des crimes de masse, dans toute leur vérité historique, dans toute leur portée philosophique et sociologique. **Ce rôle très exigeant de passeur, c'est celui qu'assument les enseignants du second degré, et c'est en grande majorité dans nos universités qu'ils sont formés**. Les former par la recherche, c'est donc offrir aux nouvelles générations la garantie d'un enseignement exigeant. C'est ce travail au long cours, non seulement sur les connaissances, mais sur le jugement, sur la distanciation, sur le doute, qui permettra, j'en suis convaincue, d'éviter qu'à 20 ans, des étudiants en arrivent à traiter la Shoah avec légèreté, avec dérision, faisant fi du poids des mots et de l'Histoire, comme j'ai pu le constater en cette rentrée universitaire dans certains établissements, Les actes antisémites restent rares à l'université, fort heureusement ; cependant, ils nous alertent sur un autre danger, celui de la banalisation.

Face à cette érosion du sens et des consciences, l'Histoire et la Mémoire se dressent côte à côte : je voudrais à cet égard saluer le formidable partenariat

qui s'est noué à la faveur de cette mission entre les chercheurs, les enseignants, les associations mémorielles et les témoins, dont la parole est si précieuse. « *L'Histoire rassemble quand la mémoire divise* » disait Pierre Nora. C'est ce clivage que la mission a dépassé, en creusant un chemin dialectique ouvert depuis quelques années par la communauté des historiens. Il fait le pari d'une relation d'enrichissement mutuel entre l'Histoire et la Mémoire, chacune favorisant le travail de l'autre. L'Histoire s'alimente à la source du souvenir et **dans la lumière de l'Histoire la mémoire s'apaise**. La mémoire divise dès lors qu'elle se fige. En se laissant objectiver et expliquer, c'est-à-dire littéralement déplier, la mémoire sort du repli sur soi et devient, plus qu'une empreinte du passé à vif, une expérience communicable, ouverte au partage et au dialogue. **Le récit des aïeux et le récit historique peuvent alors prendre chacun leur juste place dans la conscience individuelle et citoyenne**, celle du vécu, avec toute sa singularité et son authenticité, celle du savoir, avec toute sa prétention à l'universalité et à la vérité. **Si nous voulons que les mémoires ne fragilisent**

pas le vivre-ensemble mais le nourrissent, il est essentiel qu'elles soient prises en charge par la science, et c'est ce choix qu'a fait la mission.

L'aventure scientifique et sociétale qu'elle a conduite pendant presque 2 ans ne s'achève donc pas aujourd'hui. On serait même tenté de dire qu'elle ne fait que commencer.

Au-delà de dresser un état des lieux et de réaliser un instantané des recherches sur les génocides**, la mission a amorcé une dynamique et c'est celle-ci que je souhaite accompagner, avec Jean-Michel Blanquer.**

Une équipe qui gagne a rarement envie de se séparer. Eh bien, c'est un peu ce qui se passe avec cette mission. Elle a relié des chercheurs de différentes disciplines et de différents pays, et c'est ce maillage d'excellence qui va se pérenniser et s'officialiser à travers la création, sous l'égide du CNRS, **d'un réseau international de recherche**, dont la tête de pont sera le Centre d'études sociologiques et

politiques Raymond Aron. Ce réseau sera le fer de lance de la recherche française sur les génocides et les crimes de masse au plan mondial : il est donc essentiel qu'il puisse avoir la meilleure visibilité et bénéficier d'un environnement d'excellence afin de valoriser pleinement son potentiel scientifique. **Ce surcroît de rayonnement et de vitalité, c'est au sein du Campus Condorcet que le CESPRA pourra le trouver**. Son implantation à venir promet des interactions fécondes avec les sciences historiques et les humanités numériques ainsi qu'avec les ressources du grand équipement documentaire.

Nous touchons là un point essentiel, sur lequel la Mission a particulièrement insisté. **L'archive, c'est le premier interlocuteur de l'historien, c'est la matière première de son travail d'enquête.** C'est là où il révèle l'un de ses plus grands talents : faire parler des documents muets et arides pour le néophyte et donner une épaisseur humaine à des comptes rendus administratifs, des actes notariés ou des registres communaux. Les technologies numériques permettent aujourd'hui de mener ce travail de

confrontation, de recoupement, d'interprétation, à une toute autre échelle, pour dégager toujours plus de savoir et de sens. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité consacrer 400 000 euros à la mise en place d'un Dispositif de soutien à l'Archivistique et aux Humanités Numériques (DAHN), porté par l'EHESS et INRIA, afin de mettre au point des protocoles d'exploration semi-automatique de fonds d'archives et documentaires.

Cette approche numérisée va de pair avec **un effort de regroupement des archives, qui doit être porté au niveau européen**. C'est l'ambition de *l'European Holocaust Research Infrastructure* : reliant tous les centres archivistiques européens sur la Shoah, elle envisage désormais de s'ouvrir aux problématiques d'ensemble des génocides, ce qui correspond à l'approche défendue par la France et permettrait à notre pays de rejoindre cet équipement de pointe.

La question des archives est centrale : c'est la clé de l'hétérogénéité des recherches sur les crimes de masse. Il y a les génocides que nous appréhendons bien, sur lesquels nos chercheurs produisent des travaux d'une grande profondeur, et les domaines moins explorés, où les savoirs sont plus lacunaires. Ce qui fait la différence, c'est l'accès ou non aux archives. **Le succès de votre mission, cher Vincent, est une invitation à la reproduire sur des objets plus ciblés**, encore trop peu connus : je pense au génocide des Tutsis, au génocide khmer rouge, et aux évènements très contemporains dont la catégorisation est un sujet de recherche en soi, comme ceux subis par le peuple Rohingya ou syrien.

Pour clore ce propos, je citerai une habituée de ces murs, Mireille Delmas-Marty : *« faire en sorte que l'humanité reste une promesse »*. C'est à cette ambition que participe la recherche sur les génocides et les crimes de masse lorsqu'elle va explorer les bords d'une humanité capable du meilleur comme du pire. Je tiens à remercier vivement

tous les acteurs de cette mission d'avoir rendu cet effort plus puissant, plus visible, plus cohérent. L'Etat était là pour le susciter, soyez certains qu'il sera là pour le soutenir.